

## **Objectif 3% des idées pour une Croissance durable Rexecode**

Economica, Paris le 14 mai 2003.

### **Libérer l'activité et l'emploi**

Par Michel Godet<sup>1</sup>

Le chômage a quadruplé depuis 1975 alors que le PIB a plus que doublé. Le chômage s'explique d'abord par notre mauvaise gestion de l'abondance et par le refus de remettre en cause nos organisations. Cessons donc de chercher des boucs émissaires dans la technologie, dans la concurrence des pays moins avancés ou dans la mondialisation. Cette dernière n'est pas coupable et les Etats ne doivent pas se défaire de leur responsabilité. Les facteurs de développement sont d'abord endogènes : c'est la raison pour laquelle le taux de chômage varie du simple au triple au sein des pays européens et aussi au sein des territoires en France. Ce ne sont pas les infrastructures qui font le développement mais la capacité des hommes à agir ensemble pour des projets communs. Il n'est de richesses que d'hommes éduqués et c'est aussi la dynamique démographique qui nourrit l'emploi. C'est l'activité qui crée l'emploi, il faut donc encourager les initiatives locales de développement et stimuler l'effort des fourmis autant que le chant des cigales. Le meilleur remède contre l'exclusion sociale c'est la dynamique de projet et la responsabilité solidaire doit prendre le pas sur l'assistance passive. Ce qui signifie notamment : pas de rémunération sans contrepartie d'activité !

La montée des tensions internationales imposa en 1939 d'abandonner les 40 heures de 1936 pour revenir à 45 heures, y compris dans l'administration. Cette fois, la rupture annoncée n'est plus la guerre, mais le retournement démographique, la pyramide allant devenir toupie. Des réformes en profondeur s'imposent notamment dans les inégalités de statut des travailleurs, d'autant plus que le tournant démographique de 2006, avec la conjonction du *mamy-boom* et du *baby-krach*, va renforcer la pénurie de professionnels pour les emplois de demain qui seront en majorité dans le tertiaire de haute convivialité ajoutée . Il faudra pour cela des personnels bien dans leur peau et prêts à travailler plus et avec plaisir !

### **Cinq propositions pour libérer l'activité l'emploi et réduire les inégalités**

1° Calculer le temps de travail globalisé tout au long de la vie avec le maximum de souplesse pour l'individualisation des horaires à la carte en fonction des capacités et des aspirations de chacun. Il s'agirait de prendre sa retraite à la carte et de répartir comme on l'entend les 70 000 heures que l'on est censé consacrer au travail au long de sa vie (40 ans à 1 750 heures par an pour prendre la moyenne européenne) et non pas seulement 60.000 heures, comme c'est le cas aujourd'hui pour les fonctionnaires

---

<sup>1</sup> Professeur au Cnam. Auteur de " Le choc de 2006 : démographie , croissance, emploi" Odile Jacob 2003.

et les régimes spéciaux : 35h X 45 semaines X 37,5 ans . C'est à chacun de décider, en connaissance de cause, s'il veut travailler plus et cotiser directement ou travailler moins, et se consacrer, par exemple, à l'éducation de ses enfants. A condition, naturellement que l'on en tienne compte pour la retraite. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, en France, où c'est un vrai métier que d'être payé pour s'occuper d'enfants, sous réserve que ce ne soient pas les siens. Dans les familles nombreuses, majoritairement ouvrières, les femmes se retrouvent ainsi avec des retraites croupions !

2° Tenir compte de l'inégalité devant la mort dans les systèmes de retraite . En effet, à 35 ans un ouvrier a dix d'espérance de vie de moins qu'un cadre ! Tout se passe comme si la répartition effectuait un transfert des ouvriers et des employés vers les cadres. La " neutralité actuarielle ", comme disent les assureurs, devrait conduire à donner proportionnellement plus chaque mois à l'ouvrier retraité parce que statistiquement il touchera sa pension moins longtemps.

3° Remplacer le RMI par le RMA : Revenu Minimum d'Activité. Car la meilleure des insertions, c'est l'activité et ce n'est pas aux entreprises d'assurer la fonction de redistribution sociale mais à la collectivité par l'impôt négatif ou la prime à l'emploi si l'on préfère lui donner un autre nom.

4° Instaurer un RMA différencié en fonction des métiers et des territoires . Car il faudra non seulement continuer à baisser les charges qui pèsent sur le coût du travail non qualifié, mais améliorer la rémunération des métiers manuels et de services à la personne délaissés parce que plus contraignants et moins valorisés socialement. Il faudra aussi le différencier par territoire pour éviter que certains territoires ne deviennent des déserts verts.

5° Corriger les inégalités de statut et de répartition du temps libre dans la société par un impôt spécifique qui serait redistribué sous forme de primes spéciales à l'emploi dans les métiers difficiles et pas assez rémunérateurs pour attirer suffisamment de professionnels. On pourrait aussi encourager l'effort en rendant les revenus des heures supplémentaires non imposables.

En économie ouverte, il convient de tout faire pour stimuler la création de richesse et permettre à tous ceux qui le souhaitent et le peuvent, de participer à la production de valeur ajoutée et d'utilité sociale. L'homme ne veut pas moins travailler, il veut s'activer différemment. Au lieu de se résigner aux frileuses formules de partage du gâteau de l'emploi, ne conviendrait-il pas plutôt d'augmenter ce dernier ? C'est l'activité qui crée l'emploi. Après 2006, il faudra donc travailler plus et travailler tous. Mais surtout travailler librement à son rythme en fonction de ses besoins et de ses possibilités. Le vieillissement de la population active pourrait conduire à de nouvelles revendications du type : prendre le temps de son temps et pouvoir faire en 40 heures tranquillement ce qui peut être exigé en 35 heures dans le stress ! La

réduction du temps de travail s'est faite au détriment du lien social. La production de biens doit être une source de liens. Il faut retrouver le plaisir des temps morts au travail pour mieux vivre !